

DOMINIQUE NEUMAN

AVOCAT

1535, RUE SHERBROOKE OUEST
REZ-DE-CHAUSSÉE, LOCAL KWAVNICK
MONTRÉAL (QUÉ.) H3G 1L7
TÉL. 514 903 7627
COURRIEL energie @ mlink.net

MEMBRE DU BARREAU DU QUÉBEC

Le 29 août 2022

M^e Véronique Dubois, Secrétaire de la Régie
Régie de l'énergie
800 Place Victoria
Bureau 255
Montréal (Qué.) H4Z 1A2

Re: Dossier RDÉ R-4008-2017.

Achat et vente de gaz naturel renouvelable / gaz de source renouvelable (« GNR » / « GSR ») par Énergir.

Étape D.

Suite des représentations du Regroupement SÉ-AQLPA-GIRAM pour la rencontre préparatoire du 30 août 2022.

Chère Consœur,

Tel que nous en avons anticipé la possibilité dans [notre lettre C-SÉ-AQLPA-GIRAM-0202 du 24 août 2022](#), le Regroupement SÉ-AQLPA-GIRAM informe la Régie de l'énergie et les participants que le procureur soussigné ne pourra être présent lors de la rencontre préparatoire du 30 août 2022, se trouvant à l'extérieur et ne pouvant bénéficier d'une connexion Internet suffisante. Messieurs Bélisle et Schiettekatte y seront toutefois présents.

Pour valoir comme constituant ses représentations lors de cette rencontre préparatoire, le Regroupement SÉ-AQLPA-GIRAM continue donc de référer la Régie aux aspects relatifs à l'objet de cette rencontre préparatoire qui se trouvent déjà énoncés au chapitre 2 de [notre mémoire C-SÉ-AQLPA-GIRAM-0200, SÉ-AQLPA-GIRAM-7, Doc.1](#) et à sa recommandation 1-D-2, également reproduite dans cette [lettre C-SÉ-AQLPA-GIRAM-0202 du 24 août 2022](#),

Nous y ajoutons les précisions suivantes.

En effet, tel qu'il appert de ce chapitre 2 de [notre mémoire C-SÉ-AQLPA-GIRAM-0200, SÉ-AQLPA-GIRAM-7, Doc.1](#) et de notre recommandation 1-D-2, il nous apparaît inévitable (si l'on souhaite qu'Énergir soit en mesure d'acquérir du GNR en quantité respectant les cibles réglementaires gouvernementales croissantes) de **dissocier dorénavant le coût d'acquisition moyen croissant de ce GNR du tarif de revente du GNR à des « clients volontaires » (ce dernier devant être maintenu à un montant inférieur, afin de ne pas trop voir s'effriter cette clientèle, voire lui permettre même de croître).**

Il nous semble donc que **la présente Étape D** du présent dossier devrait constituer le forum qui permettra à la Régie de décider d'un tel **nouveau modèle d'affaires** et, possiblement, de déterminer le montant auquel il deviendra nécessaire de **plafonner un tel tarif GNR** pour préserver cette « *clientèle volontaire* ». Il y aurait alors dorénavant deux niveaux de socialisation du coût du GNR :

- ❑ Une socialisation partielle du coût pour les volumes de GNR vendus par Énergir aux « *clients volontaires* » qui en acquerront toutefois les pleins avantages réputationnels et les attributs environnementaux (évitement du SPEDE, etc.).
- ❑ Une socialisation totale du coût pour les volumes de GNR non vendus par Énergir aux « *clients volontaires* » mais acquis par elle pour respecter les cibles réglementaires gouvernementales croissantes.

Le coût du gaz naturel conventionnel (additionné de son SPEDE) est toutefois par lui-même en train de croître aussi, se rapprochant toujours un peu plus du coût du GNR.

En théorie, cette détermination en Étape D par la Régie de ce nouveau modèle d'affaires pour le GNR d'Énergir serait censée constituer un préalable nécessaire avant que la Régie puisse approuver les caractéristiques de tout nouveau contrat d'approvisionnement en GNR par Énergir, puisqu'une telle approbation nécessite la prise en considération de la caractéristique « *prix* » et aussi du potentiel de vente de ce GNR à des « *clients volontaires* » et/ou à la socialisation de son coût, et donc l'impact tarifaire tant pour ces « *clients volontaires* » que pour la masse de la clientèle.

Or **il semble que nous n'ayions pas le luxe d'attendre** la terminaison de l'Étape D avant que ne soient approuvées les caractéristiques de nouveaux contrats d'approvisionnement en GNR par Énergir, à commencer par le nouveau contrat Archaea 2022 en l'Étape B du présent dossier. Et cela sans compter les contrats d'approvisionnement en GNR par Énergir à Neuville et Chicoutimi qui ont été provisoirement refusés par la Régie en l'Étape B en raison de leur coût élevé sous réserve de reconsidération future en l'Étape D (*des projets de GNR québécois, subventionnés par le gouvernement du Québec et qui sont regrettablement en attente alors qu'Énergir manque de GNR pour atteindre ses cibles*). Nous souhaiterions éviter que le nouveau contrat Archaea 2022 (ou tout autre nouveau contrat de GNR qui pourrait être présenté à court terme par Énergir) ne subisse le même sort que ceux de Neuville et Chicoutimi.

Nous croyons donc respectueusement qu'à court terme, interlocutoirement, même si l'Étape D (incluant le nouveau modèle d'affaires susdit pour le GNR d'Énergir) ne sera alors pas encore conclue, il serait souhaitable que la Régie, dans les décisions qu'elle aura à rendre sur **les caractéristiques du contrat Archaea 2022 (ou tout autre nouveau contrat de GNR qui pourrait être présenté à court terme par Énergir)** les examine en tenant compte notamment du besoin d'acquérir du GNR pour respecter les cibles réglementaires et donc de la forte possibilité future qu'un nouveau modèle d'affaires pour le GNR soit adopté en Étape D, qui dissocierait le coût d'acquisition moyen croissant de ce GNR du tarif de revente du GNR à des « *clients volontaires* », avec les deux niveaux de socialisation du coût du GNR susdit qui en découleront.

Dans le même esprit, nous invitons la Régie à ne pas trop attendre avant de procéder au réexamen selon ces nouveaux principes des **contrats de Neuville et Chicoutimi**, sans qu'il soit nécessaire d'attendre la conclusion de l'Étape D. En effet, si les contrats de Neuville et Chicoutimi ont été négociés de gré à gré par Énergir puis soumis au Tribunal avant que celle-ci ne présente le fruit de son appel d'offres (Archaea 2022), c'est en principe car ces contrats de Neuville et Chicoutimi étaient plus avantageux que celui d'Archaea, notamment en raison de la provenance québécoise du GNR et de l'intérêt public exprimé par les subventions gouvernementales qu'ils ont reçues. Il est

même possible que, si les projets de de Neuville et Chicoutimi n'avaient pas fait l'objet d'ententes de gré à gré, ils auraient pu participer à l'appel d'offres et auraient peut-être même pu le gagner en plus d'Archaea 2022. Il serait donc paradoxal que le dossier d'Archaea avance auprès de la Régie alors que ceux de Neuville et Chicoutimi demeurent bloqués.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions, Chère Consœur, de recevoir l'expression de notre plus haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Dominique Neuman', with a long horizontal flourish extending to the right.

Dominique Neuman, LL.B.

Procureur du Regroupement SÉ-AQLPA-GIRAM, constitué par
*l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), Stratégies
Énergétiques (S.É.) et le Groupe d'Initiatives et de Recherches Appliquées au Milieu (GIRAM)*

c.c. La demanderesse et les intervenants, par le *Système de dépôt électronique* de la Régie (SDÉ).